

«Les gouvernements passent, l'administration reste»

« Il nous faut les meilleurs, pas ceux qui ont la bonne carte politique ».

Sylvie MARIQUE, SPW

9 900 fonctionnaires
au Service Public de Wallonie.

La nouvelle secrétaire du Service public de Wallonie estime qu'il est le bras armé du gouvernement.

Mais réfute toute politisation du SPW.

• Interview : **Martial DUMONT**

L'administration wallonne dispose enfin de son cadre de directeurs. Neuf au total au sein d'un comité stratégique. Que pilote désormais Sylvie Marique, nouvelle secrétaire générale du SPW.

Sylvie Marique, vous êtes la nouvelle patronne de l'administration wallonne désignée par le gouvernement pour 5 ans. Ça ne pose pas un problème en matière d'indépendance des fonctionnaires ? On a souvent l'impression que la politisation reste forte...

D'abord le SPW est une administration et n'a pas d'existence juridique propre. C'est le bras armé du gouvernement. À la différence d'un Organisme d'Intérêt Public qui est dans un schéma d'indépendance. Nous travaillons pour le gouvernement, sous ses ordres. Cela dit, je n'ai jamais eu, à titre personnel, à me plaindre de pressions politiques.

Le fait que les mandats des directeurs correspondent à la législature, ça n'implique pas une politisation de l'administration de facto ?

L'avantage, c'est qu'il y a un alignement total. Le gouverne-

ment fixe les objectifs sur 5 ans. Nous, ainsi, nous avons notre feuille de route. Tout cela n'a rien à voir avec une quelconque politisation. Sur 9 personnes, 6 sont issues de l'école d'administration, 3 étaient déjà en place et ont été évaluées par le gouvernement précédent et par celui-ci. Le but, c'est de rencontrer les objectifs du gouvernement. Et pour ça, il nous faut les meilleurs, pas ceux qui ont la bonne carte politique.

Mais l'image de politisation de l'administration est toujours là...

Oui. Et c'est blessant. En ce qui me concerne, j'ai travaillé 4 ans dans un cabinet sur 22 ans de carrière, je me suis investie pour la fonction publique, j'ai passé des examens au Selor. Et puis d'entendre que j'ai été choisie pour une coupe leur politique, c'est faire fi de tout le travail réalisé et reconnu. La politisation, c'est de l'histoire ancienne. Ce n'est pas anormal qu'un gouvernement désigne les hauts fonctionnaires. Ce n'est pas pour cela qu'ils sont à sa solde.

Donc vous estimez que l'administration n'est pas sous la coupe du

gouvernement ?

L'administration est là pour travailler avec le politique, mais aussi le conseiller. Ça, ce n'est pas uniquement l'apanage des cabinets. Les fonctionnaires connaissent le cadre juridique, ont des idées pour porter des réformes. Et mettre en garde le politique.

J'ai déjà expliqué à un ministre que la voie qu'il empruntait n'était pas praticable. Mais si c'est son choix, c'est son choix...

Et les politiques, ils sont ouverts sur cette vision des choses ?

Quand vous montrez que vous êtes là pour être efficaces, proactifs et apporter les bons éclairages sur les dossiers, ça fonctionne. Prenez la réforme des cultes : nous avons initié le projet. Ce n'était pas prévu par la déclaration de politique régionale, mais le ministre nous a écoutés. Nous devons montrer au politique que les fonctionnaires ont une vraie valeur ajoutée. Les gouvernements passent, les administrations restent. ■

Le non-remplacement : une opportunité

Hier matin, les fonctionnaires wallons étaient dans les rues de Namur pour critiquer les mesures d'austérité qui les touchent prises par le gouvernement (lire ci-contre).

Sylvie Marique comprend leur désarroi mais avance la réalité budgétaire pour justifier les décisions gouvernementales.

«Je peux comprendre les fonctionnaires. Mais il y a un assainissement voulu par le niveau européen et qui se répercute sur tous les niveaux de pouvoir», dit-elle. Logiquement, quand les fonctionnaires entendent qu'on ne remplacera plus qu'une personne sur cinq pendant deux ans puis deux sur trois pour le reste de la législature, ceux qui vont rester se demandent qui va faire ce travail.

Mais il n'y a pas que les fonctionnaires de touchés. Cela dit, reconnaissons que c'est une difficulté... qu'il faut transformer en opportunité de poser un regard neuf sur le SPW, de voir quelles sont ces missions essentielles et celles qui éventuellement peuvent être redimensionnées en revoyant les affectations».

En clair Sylvie Marique et les 8 directeurs du comité stratégique wallon (les pilotes des directions générale) veulent établir un diagnostic pour voir

quels projets sont réalisables en partenariat avec le gouvernement wallon.

«Nous allons conclure avec le gouvernement un contrat d'administration», explique encore la secrétaire générale du SPW. La réalité de l'un va éclairer la réalité de l'autre. Il y aura des devoirs et des droits de part et d'autre. Si le gouvernement nous demande de réaliser le plan Marshall, évidemment, on le fera. Mais il faudra voir quelles sont les priorités des priorités au regard des moyens

dont nous disposons. Et si on ne les a pas, nous le dirons au gouvernement. Et ça, ce n'est pas un contexte facile car actuellement nous n'avons pas de cap...».

Évidemment, tenter de faire mieux avec moins de moyens, ça comporte le risque de faire baisser la qualité du service public. Mais Sylvie Marique n'est pas de cet avis.

«Nous sommes dans une administration qui doit se projeter dans le futur. Avec la numérisation, nous avons déjà préparé ces départs. Et on a réparti les tâches différemment. Quant aux nouvelles compétences, elles ont été accompagnées de transferts de personnel. Qui font des tâches faisant déjà partie du travail de nos fonctionnaires, c'est donc l'occasion de réarticuler tout cela», conclut la patronne du SPW. ■ **M.Dum.**

«Certains services vont être vidés»

Environ 1500 membres de personnel d'administrations communales et régionales ont défilé jeudi dans les rues de Namur et de Jambes à l'appel de la CSC et de la CGSP. Une délégation était reçue par une partie du gouvernement wallon, alors que le cortège se disloquait vers 12h30 au Grognon.

Le personnel des services publics a fait part de son mécontentement face aux mesures budgétaires prises par le gouvernement wallon dans le secteur public. «C'est un premier coup de semonce à l'égard du gouvernement wallon», explique Patrick Lebrun, secrétaire fédéral de la CGSP administration et services publics. «Il y a six mois, le

gouvernement wallon a imposé un accord sectoriel qu'aucune des trois organisations syndicales n'avait signé. Nous contestons cet accord. Dès la rentrée de septembre, nous déposerons un cahier des charges pour rédiger un nouvel accord sectoriel», poursuit-il.

Parmi les mesures budgétaires contestées par les manifestants, figure celle de la politique de remplacement adoptée par le gouvernement. «Celui-ci a décidé le non-remplacement de quatre fonctionnaires sur cinq partant à la pension, dans les services non continus. Or à la mi 2015, rien n'a encore été mis en place pour assurer le recrutement de nouveaux agents. Certains services vont être vidés», assure Patrick Lebrun.

«On ne parle jamais de ce qui va bien...»

Le SPW existe depuis 2008. Les nouvelles compétences arrivant, on a vu quelques gros ratés, dont au niveau de la fiscalité automobile gérée par la DGo7 (direction générale fiscalité, NDLR). En tant que patronne, ça ne vous inquiète pas ? Je suis une optimiste. Quand on parle de transferts de compétences, on ne parle que des ratés. Pas de ce qui va. Est-ce que vous avez entendu parler du bien-être animal ? Autre exemple : les calamités naturelles héritées au 1^{er} juillet 2014. On a eu une catastrophe naturelle de suite, que nous avons gérée.

Elle a été prise en considération plus vite par le gouvernement wallon que ça ne l'a jamais été au gouvernement fédéral. Je pense qu'on a les capacités d'accueillir les nouvelles compétences. Il ne faut pas oublier que l'administration wallonne a été le parent pauvre pendant des années. N'oubliez pas non plus qu'il a fallu attendre 2012 pour avoir un patron. Quand il n'y a pas de pilote dans le bateau, c'est un peu difficile de construire les choses.

Vous êtes confiante pour l'avenir du SPW et particulièrement de la

DGo7-fiscalité ?

Oui. Au sein des fonctionnaires fédéraux qui ont été intégrés au SPW, on sent une véritable émulation. Depuis le 1^{er} janvier et la consécration des nouvelles compétences, il n'y a pas eu de couacs. Désormais, il y a une administration fiscale wallonne, il y a un patron, des moyens. Des personnes ont été engagées à la DGo7. On a réinternalisé certaines missions. C'est un signal positif pour les fonctionnaires et les organisations syndicales. ■

M.Dum.